

La cohabitation recherche, ONG et média: Quels obstacles et quelles solutions? Réflexion menée dans le miroir de l'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi , dans le Kwango .

Par Joseph MUSIKI KUPENZA

Introduction

Dans cette contribution, nous aimerions amorcer une réflexion sur les facteurs qui pourraient handicaper la coopération entre les mondes de la recherche académique, des Organisations non gouvernementales et des médias. Cette réflexion a comme cadre le secteur de Ganaketi dans la province du Kwango, territoire de Féshi en RD Congo. Dans ce secteur, nous avons repéré quelques goulots d'étranglement qui peuvent être à la base de ce handicap. De cette étude, nous avons aussi montré comment la divergence d'opinions entre les donateurs des aides au développement, les promoteurs des projets, les ONG, les chercheurs et la population peut entraîner l'échec des projets de développement durable s'il n'y a pas de canaux de sensibilisation adéquats.

Dans cette réflexion, nous allons montrer qu'à l'absence des canaux de diffusion modernes (radio, télévision, presse écrite), il y a moyen de divulguer les résultats de recherche par le truchement des canaux locaux de diffusion (école, église, centre de santé, partis politiques et la presse des chefs traditionnels). En outre, pour atteindre un large public dans la vulgarisation des résultats de la recherche, il est important d'utiliser les langues

nationales car bon nombre des personnes en milieu rural ne maîtrisent pas le français, langue dans laquelle les résultats de recherche sont publiés. Pour pérenniser la recherche et les projets de développement, il sied que l'Etat congolais revoie à la hausse le budget alloué à la recherche, à l'enseignement supérieur et au développement rural. Une recherche qui n'est pas publiée n'est pas finie dit-on et si ces résultats ne sont pas vulgarisés par le média pour atteindre un grand public, il n'est publié que pour les chercheurs eux-mêmes. Comme le dit Bernard LECONTE (1986 : 9), beaucoup d'études d'évaluation des opérations d'aide au développement menées ces dernières années par une large variété d'agences ont montré que les résultats atteints sont nettement moins satisfaisants que les objectifs poursuivis.

Cette situation est générale pour bon nombre de projets financés en République Démocratique du Congo. Mais il sied de comprendre que pour mener une recherche, il faut avoir des moyens. Pour la plupart des études qui sont menées en RDC, les fonds viennent de l'extérieur et pourtant, l'expression la main qui donne est plus forte que la main qui reçoit nous avertit sur la limitation pour les chercheurs autochtones à faire des recherches de manière autonome. C'est ainsi que bien des moments, les résultats des études sont guidés par les donateurs et la vulgarisation des résultats est parfois conditionnée par ceux-ci. Par ailleurs, il est rare que l'Etat congolais débourse de l'argent pour des recherches. Le pourcentage alloué à ce secteur est de 1%. Ce pourcentage est ainsi le cadet de tous les pourcentages du budget national. Ce qui justifie le désintéressement de l'Etat à ce secteur.

Ainsi, notre contribution est axée sur l'étude que nous avons menée dans le secteur de Ganaketi sur la déperdition scolaire. Cette étude a été financée par Comic Relief, coordonnée sur terrain par les ONG Adema et Entraide Mutuel et a été menée par l'équipe des chercheurs du CERDAS. Les résultats de l'étude

tels que fournis par l'équipe de recherche ont montré que le gros des goulots d'étranglement à la base de la déperdition scolaire dans cette partie de la République Démocratique du Congo était d'ordre socio-culturel. Et un faible pourcentage d'ordre économique, du fait que dans ce milieu d'étude les frais scolaires annuels ne dépassent pas 10\$ par élève. Alors il fallait la sensibilisation pour lutter contre cette déperdition. Mais les bailleurs des fonds n'ont tenu compte que du volet économique qui ne pesait pas pourtant. Ne pas accepter cette vision serait la cause de non financement.

Quant au média, dans le milieu d'étude, il n'y a ni radio, ni télévision moins encore la presse écrite. Comme de coutume, les résultats de terrain ont été publiés en français que tout le monde ne maîtrise pas et méconnus par la base. Les bénéficiaires sont parfois étonnés de recevoir ce qui n'était pas dans leur préoccupation : Prise en charge des enfants vulnérables. Or, leur souci était la réhabilitation de la route de desserte agricole, pour qu'ils évacuent les produits agricoles afin de prendre en charge eux-mêmes leurs enfants et de façon continue. Dans son articulation, notre réflexion a trois points. Le premier décrit les expériences de l'Etude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi en République Démocratique du Congo, le deuxième montre les goulots d'étranglement à relever pour une cohabitation réussie entre la recherche, les ONG et le média et le troisième aborde les voies de sortie pour un aboutissement heureux de cette cohabitation, en vue de participer au développement de la République Démocratique du Congo.

Le contexte : l'ethnographie de Ganaketi

En 2012, nous avons mené une étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi²⁴. Le triple avantage que nous avons pour cette étude est que nous y avons participé en tant que chercheur, président de l'ADEMA²⁵ et natif du milieu d'étude. Toutefois, en tant que chercheur et président de l'ONG locale et natif du milieu d'étude, nous étions censés obtempérer aux exigences du donateur, malgré la divergence d'opinions. Le souci de la population était celui de voir les routes de desserte agricole réhabilitées pour qu'ils évacuent les produits agricoles qui leur génèrent des revenus. Cela leur permettrait de prendre en charge d'une manière continue la scolarité de leurs enfants. Mais pour le donateur, la prise en charge des enfants vulnérables pour trois ans, le recyclage des enseignants et la fourniture des objets scolaires et des matériels didactiques étaient la seule option pour résoudre la déperdition scolaire dans cette région de la République Démocratique du Congo.

Avant de financer ce projet, le donateur (Comic Relief) avait demandé à l'ONG d'appui Entraide Mutual (installée à Londres et initiatrice du projet), de mener une étude socio-anthropologique afin de déceler les goulots d'étranglement à la base de cette déperdition scolaire à Ganaketi. Entraide Mutual qui a lancé l'offre, est tombée sur le CERDAS comme bureau d'Etude. Avec la méthode qualitative basée sur le *focus group* et les entrevues comme techniques de collecte des données, les résultats ont fait état de ce qui suit : cette déperdition est due en général par les facteurs d'ordre socio-anthropologique : Les grossesses et le

²⁴ Ganaketi est parmi les quatre secteurs du territoire de Feshi dans la province du Kwango en République Démocratique du Congo. Il est situé

²⁵ ADEMA est le sigle de l'Association pour le Développement de Matari. C'est l'Association qui a coordonné le projet avec Entraide Mutual. Elle a comme rayon d'action, la mission catholique Matari située dans le secteur de Ganaketi, territoire de Feshi, dans la province du Kwango en République Démocratique du Congo.

mariage précoces, l'utilisation des enfants aux travaux ménagers et aux travaux de l'école en terme d'autofinancement²⁶, l'exode rural comme recherche de la vie facile en ville pour les jeunes garçons, les exigences des églises en matières de morale, le constat fait par certains enfants que la plupart des gens qui n'ont pas étudié se débrouillent et sont bien dans la vie par rapport à ceux qui ont des diplômes qui sont au chômage ; étaient tant de facteurs qui occasionnent cette déperdition scolaire.

Concernant d'autres facteurs, celui d'ordre économique décelé et le plus important était la pauvreté des parents. Mais au dire des personnes interrogées, elles ne sont pas pauvres. Elles ont laissé entendre que dans leur contrée il y a beaucoup des produits à vendre : ceux de l'agriculture tels que le manioc, le niébé, les arachides, les ignames, la courge, le maïs et les produits de ramassage et de la cueillette tels que les chenilles, le champignon, les fruits, les sauterelles...Mais ce qui leur manque, ce sont des commerçants qui ne leur fréquentent plus à cause de l'état des routes de desserte agricole en délabrement très avancé.

Certaines personnes interrogées ont dit que les chenilles que chaque famille ramasse pendant la saison sèche est dix fois plus qu'un salaire annuel d'un haut fonctionnaire congolais. Un sac de chenilles « *Mingolo* » se vend à Kinshasa à 100\$ (162000Fc). Or, dans une famille nombreuse, 5 sacs de chenilles peuvent être possibles. Ce qui ferait une somme de 500\$ (810000 Fc). Même avec la scolarisation de 10 enfants de l'école primaire de la même famille, ils n'atteindront jamais 20\$ par an, si on multiplie 2500 Fc fois 10, ils feront 25000 Fc, donc 15 \$. Donc le

²⁶ L'autofinancement est une pratique née du non prise en charge correcte des enseignants. Elle consiste à exiger aux élèves de réaliser certains travaux des tiers moyennant paiement des services à la direction de l'école. Il peut s'agir du transport des matériels de construction (argile, stick, moellon) ou des travaux champêtres. Ces fonds peuvent servir à suppléer la rémunération des enseignants non mécanisés et non payés par l'Etat.

grand défi à relever selon eux, c'est la réhabilitation des routes pour l'évacuation des produits.

En réalité, il a été constaté par l'équipe de recherche que la déperdition n'était pas assez prononcée comme on l'avait prétendu dans le terme de référence de l'Etude. Certains parents et chefs traditionnels interrogés ont dit que :

« La vraie sortie de crise est la réhabilitation des routes de déserte agricole, car dans le temps ce sont les commerçants qui venaient acheter des produits agricoles qu'ils produisaient qui étaient les pourvoyeurs d'argent qui leur servait à pallier à bien des difficultés de la vie. Et à cette époque, même les fonctionnaires venaient s'endetter auprès d'eux ».

Comme l'intervention devrait concerner les écoles primaires du secteur (73 au total), les parents n'étaient pas tout à fait d'accord du fait qu'ils se sont rendus compte qu'au niveau de l'école primaire l'éducation est presque gratuite. Le prix le plus élevé est de 2000 Fc (1.2\$) par an qu'un élève est censé payer. C'est au niveau de l'école secondaire où le prix est un peu exorbitant que la prise en charge peut s'effectuer. Les élèves finalistes paient jusqu'à 150 \$ par an (215 000 Fc). Au total, 1500 élèves vulnérables étaient pris en charge pendant les trois ans qu'a duré le projet. Plus de 500 enseignants ont été recyclés et quelques 150 membres de comités des parents ont été formés.

Malheureusement, à la fin du projet, il n'y a pas eu une étude évaluative pour vérifier si les objectifs ont été réellement atteints. Mais le donateur était satisfait du fait que les lignes budgétaires étaient bien suivies et toutes les pièces justificatives étaient à jour. Comme BERNARD LECOMTE (Opcit : 17) le dit : « Les donateurs n'ont souvent rien d'autre à offrir que ce qui est inscrit dans leurs lignes budgétaires. Un dialogue de sourds s'engage : suivez notre programme, vous aurez notre aide. Rien

d'autre que le programme prévu n'est proposé, car ce que les paysans voudraient faire eux-mêmes ne peut être pris en considération ».

En tant que natif du milieu et chercheur ayant mené l'étude exploratoire, deux ans après le projet, nous nous sommes rendu au milieu d'exécution du projet, nous avons constaté que le projet a engendré des conflits qui n'existaient pas auparavant. Ce que les gens ignorent souvent, le projet peut aussi créer des problèmes nouveaux et, au moment de la fin de laisser plus de difficultés qu'il n'y en avait avant lui : la population est mécontente du fait que les responsables de certaines écoles ont sélectionné les membres de leur famille en lieu et place des enfants vulnérables. Ceux qui n'ont pas d'enfants à scolariser pensent que le projet était discriminatoire, le personnel des écoles secondaires estiment que les exécutants du projet étaient impartiaux, les analphabètes quant à eux se désolidarisent avec les activités qui concernent les écoles du fait qu'ils n'ont pas été impliqués dans l'exécution du projet. Les villageois se moquent des intellectuels de la contrée qui pensent qu'ils ont échoué avec leur projet du fait que la situation de précarité reste la même, c'est-à-dire l'avant-projet est le même que l'après-projet.

Quant aux chefs traditionnels, ils déclarent que leur droit était bafoué pour ne pas être associé à l'exécution du projet, etc. Comme on peut le constater, le projet a engendré des conflits que le développement préconisé. C'est à juste titre que Giri (1983) dit : « Somme toute, dans les Etats indépendants comme du temps de la colonisation, le développement a toujours été conçu et organisé par la puissance publique. Les nouvelles administrations, comme l'administration coloniale, ont considéré que le paysan était a priori incapable de savoir quel chemin prendre. Il a été prié d'emprunter la voie qui lui était proposée et il n'a pas eu son mot à dire dans la conception de l'évolution jugée souhaitable en haut lieu. Dans ces conditions, il n'est peut-être pas surprenant que les

masses paysannes ne se soient pas vraiment senties concernées par le développement qui leur était proposé. C'est aussi épouser l'idée de Fresson (1979) qui pense que chaque société dispose d'un système économique et social propre, fonctionnant selon des règles spécifiques et par rapport à des contraintes strictes. La question est alors de savoir quelles technologies, quels types d'organisation et de gestion peuvent être intégrés par cette société. Car il peut arriver, par exemple, qu'en imposant un système d'organisation des paysans incompatible avec les structures sociales de la population, on provoque le refus global du projet.

Un autre titre. Exemple : attentisme maintenu par la cécité du bailleur

Il est souvent dit qu'en Afrique la population est attentiste. C'est qui est parfois faux dans d'autres circonstances à la lumière de ce projet. Lorsque la population se décide que soient réhabilitées les routes de desserte agricole pour couler leurs marchandises afin de lutter contre la déperdition scolaire, cela signifie qu'elle cherche l'autonomie, parce qu'elle sait que le projet de la prise en charge des enfants est de 3 ans.

Ce qui est curieux, beaucoup de projets sont étudiés comme si rien n'existait avant eux. La majorité d'entre eux sont réalisés dans une courte durée. Or, on sait que dans les communautés rurales, les changements interviennent lentement et la période d'aide financière et technique est stoppée avant l'appropriation du projet. Mais la route réhabilitée et entretenue par leur effort, contribuera à l'évacuation des produits agricoles qu'ils produisent eux-mêmes dans une longue durée. Mais le donateur qui propose de prendre en charge les enfants démunis dans 3 ans n'a rien résolu comme problème, car les études à l'école primaire ne durent pas 3 ans. Par cette aide de courte durée, le donateur qui croit résoudre le problème, crée l'attentisme et amoindrit les efforts de la

population qui paient tant bien que mal les frais scolaires de leurs enfants.

Il sied de connaître que le bailleur obéit à une logique différente, celle des financiers. Ceux-ci se veulent réalistes. Ils ne peuvent mettre de l'argent dans des idées. Ils ont besoin de savoir, avant de dépenser, à quoi va servir la réalisation envisagée (son but), par qui elle sera menée à bien (ses acteurs), à qui elle servira (ses bénéficiaires), combien elle demandera d'argent ou de personnel (ses moyens), quels effets sont espérés à telle date (ses objectifs), etc. Bref, ils réclament un projet ou un programme. Et quand celui-ci, une fois financé, arrivera sur le terrain, ses promoteurs chercheront l'appui de la population, sa participation. Cette participation à quelque chose qui a été décidé avant et ailleurs est ressentie comme une injure par ceux qui sont responsables de la communauté.

C'est ainsi que des Chefs traditionnels (chefs de terre et de groupement) que nous avons interrogé nous ont dit ceci:

« Qui vous a dit que chez nous les enfants n'étudient pas ? Nous, on n'a pas ce problème de déperdition scolaire. Nous notre milieu est enclavé. Nous avons beaucoup des produits à vendre pour payer les frais de nos enfants. Et d'ailleurs, la plupart de nos enfants qui finissent aux humanités, vont poursuivre leurs études dans des institutions supérieures et dans des universités (à Kinshasa, à Feshi, à Kikwit et à Kenge) où les frais sont payés en dollars. Si avec ces étudiants nous payons tous les frais, à fortiori les élèves de l'école primaire qui ne paient que 1500 Fc par an.

Nous notre problème, c'est la réhabilitation de la route Ganaketi-316²⁷ ».

Les goulots d'étranglement à relever pour une cohabitation réussie entre la recherche, les ONG et le média

Les médias

Quand nous parlons du développement ici, notre accent est surtout mis aux milieux ruraux qui sont souvent marginalisés. Le développement à la base, c'est-à-dire des milieux ruraux, impulsera le développement intégral de la République Démocratique du Congo. La plupart des Congolais qui viennent gonfler le rang des chômeurs dans des villes proviennent des milieux ruraux. Mais, dans la plupart de ces milieux, le média moderne est quasi inexistant. Et dans les lieux où ils existent, la collaboration n'est pas franche entre les chercheurs et les experts de médias. Certains chercheurs qui dépendent des donateurs, sont souvent sommés à ne pas vulgariser les résultats de recherche pour des raisons qu'ils connaissent eux-mêmes.

Les ONG

Les chercheurs descendent sur terrain avec un budget déterminé à l'avance. Il n'y a pas parfois une rubrique réservée aux personnes de référence, qui peuvent être dans le cas d'espèce les membres des ONG, censés maîtriser le milieu d'étude. Actuellement, bon nombre de Congolais, même ceux qui vivent

²⁷ 316 c'est une borne sur la route nationale N°1 qui va de Kinshasa vers Kikwit. C'est à ce point où la route de desserte agricole en provenance de Ganaketi, en passant par Mosamba croise la route asphaltée. Elle est longue de 250 Km.

aux fins fonds de la République savent qu'il y a toujours des fonds alloués pour les études et ces fonds sont imaginés colossaux. Il arrive parfois qu'un chercheur touche à son *per diem* pour obtenir des informations dont il a besoin.

La recherche

Les enquêtes sont devenues en République Démocratique du Congo une activité génératrice des revenus, peu importe les résultats, les méthodes de collecte des données et la formation des chercheurs de l'équipe de recherche. Aujourd'hui, les bureaux d'études sont implantés à travers toutes les grandes villes. Les études socio-anthropologiques, sont menées parfois par des architectes, polytechniciens, des modélistes ou encore par des commercialistes ; sans mise à niveau dans le domaine des recherches socio-anthropologiques. C'est pourquoi dans certains cas les résultats de terrain ne reflètent pas la réalité. Les données sont tellement biaisées et laissent place à des interventions erronées. Ce qui plaît aux donateurs, c'est le manque de rigueur de ces bureaux en matière de budget. Avec un budget dérisoire, ils sont prêts à mener des investigations même au risque de leurs vies.

L'Etat congolais qui est censé s'occuper de la recherche, en fait le cadet de son souci. Le budget national annuel alloué à ce secteur est dérisoire. Il est de 1%. Mais dans d'autres domaines tels que la politique, il est de 34%.

1.4. La publication des résultats en langues étrangères

Quand on parle du large public qui doit être informé des résultats de recherche, on ne met pas de côté ceux qui ne sont pas passé par le banc de l'école, c'est-à-dire, ceux qui ne savent ni lire

ni écrire ; qui constituent pourtant le gros de ce public dont on fait allusion.

Publier les résultats de l'étude uniquement en français ou en anglais, c'est une manière de les ignorer. Il sied de publier aussi les résultats de terrain en langues locales pour que ceux-ci atteignent un large public. Comme on le sait, il existe quatre langues nationales en République Démocratique du Congo (le lingala, le kikongo, le ciluba et le swahili) et le français est la langue officielle. D'ailleurs, quand les chercheurs descendent sur terrain pour être compris, ils parlent en langue des enquêtés qui n'est pas le français ni l'anglais, ou il se fait accompagner par des autochtones qui ont la maîtrise de la langue du milieu d'étude. Mais lors de publication des résultats, on ignore les langues (lingala, kikongo, ciluba et swahili) qui ont servi de pont dans la collecte des données. Normalement, avant la publication des résultats, une validation des résultats doit être faite par la population d'étude pour plus d'objectivité. C'est pourquoi le rapport préfinal doit être traduit en langue (nationale) de la population d'étude, s'il s'agit des recherches pour le projet de développement.

3. Quelques propositions

3.1. La résolution des difficultés liées à la carence de média "moderne" en milieu rural africain

En milieu traditionnel, la vulgarisation se fait par des canaux tels que les églises, les centres de santé, les écoles, les partis politiques et la « presse orale » des autorités traditionnelles. Les chercheurs doivent tenir compte de ces canaux de diffusion.

- 1° Les églises

En République Démocratique du Congo, il existe toute une panoplie d'églises, traditionnelles et de réveil. Dans chaque village, il y a au moins une église. Et souvent c'est dans l'église que bien des informations sont transmises aux fidèles (à la population).

- 2° Les centres de santé

Avec la nouvelle politique sanitaire, en République Démocratique du Congo, il existe des centres et des postes de santé à travers toute la République. Pendant le counseling, les femmes surtout, sont informées de la situation sanitaire d'une manière générale et sont aussi parfois sensibilisées sur les informations générales de l'heure. Il existe aussi des relais communautaires et les mobilisateurs sociaux qui y travaillent bénévolement. Ils sont des véritables sensibilisateurs et informateurs de la population.

- 3° Les écoles

A l'école, les élèves et leurs parents à travers leurs enfants sont souvent informés de ce qui se passe au pays dans tous les aspects de la vie. Ce sont souvent les enseignants qui possèdent des postes de radio où la RFI, la radio Vatican et la Voix de l'Allemagne diffusent les informations qu'ils suivent les plus souvent. C'est par leur canal que les villageois sont informés. Même si on a une poste de radio avec la bande SW, la voix du Congo (la RTNC) et les autres chaînes de radio installées à Kinshasa en grand nombre ne se font pas capter, à cause de la vétusté des outils ou de la faiblesse de leur fréquence.

- 4° Les partis politiques

Suite au multipartisme prôné en République Démocratique du Congo depuis 1994, plusieurs partis politiques ont vu le jour. Actuellement ils peuvent être dénombrés à 750. Chaque village adhère au moins à un parti politique. C'est lors de sensibilisation que les informations de tout ordre sont communiquées à la population, mêmes celles liées au développement.

- 5° La "presse" des autorités traditionnelles

Chaque chef traditionnel a au moins un gouvernement. Au sein de ce gouvernement existe un chargé d'information. Celui-ci est désigné par un nom selon la langue du chef. Chez le peuple Suku par exemple, (parce qu'il s'agit d'eux qui étaient concernés par l'étude dont nous faisons allusion), il est appelé "*Lemba*". Son rôle est de sensibiliser la population sur les informations en provenance de chef traditionnel, des autorités politico-administratives ou des ONG. Ce canal est le plus utilisé, car souvent dicté par les autorités traditionnelles qui sont les voies de passage pour la réussite de tout projet de développement.

3.2. Le recrutement de bureaux d'études

Au niveau de l'Etat, les ministères de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et du Développement rural, doivent initier des mesures qui découragent les organismes qui utilisent des bureaux non appropriés à mener des études socio-anthropologiques en République Démocratique du Congo. De telles études doivent être confiées à des institutions dont les compétences sont avérées dans ce domaine de recherche. Ainsi, les résultats de terrain ne souffriront pas des lacunes.

Les Organisations non gouvernementales

En République Démocratique du Congo, les Organisations non gouvernementales de développement naissent comme des champignons. Mais ce sont dans la plupart des cas des ONG non enregistrées et travaillant pour les intérêts de leurs promoteurs et non pour le développement de la contrée. Bien des fonds alloués aux projets sont détournés pour d'autres fins. C'est pourquoi il faut tenir compte des ONG avec qui travailler s'il s'agit des projets de développement. Toutefois, il existe dans des milieux ruraux, une sorte de mutuelle collaboratrice traditionnelle où les femmes et les hommes s'organisent pour des travaux collectifs. Les hommes entre eux s'organisent pour des champs en forêt et les femmes quant à elles s'organisent pour des travaux des champs en brousse. Ces canaux peuvent être ici utilisés lors de recherche et d'exécution des projets, car les membres de ces mutuelles collaboratrices sont organisés et occupent des fonctions respectives (président(e), vice-président(e), caissier(e) Chargé des travaux, etc.

Conclusion

En somme, la cohabitation entre la recherche, les ONG et le média est l'une des clés de voûte pour le développement de la République du Congo. Mais pour que cette cohabitation aboutisse, il sied d'atténuer et/ou d'éradiquer les obstacles de cette cohabitation. Il s'agit de la divergence d'opinions entre les donateurs des aides au projet de développement, le promoteur de projet, la population et le manque d'étude socio-anthropologique en amont avant de financer des projets de développement. Il s'agit surtout de diversifier les canaux de vulgarisation des résultats de recherche. Le désintéressement de l'Etat congolais au domaine de recherche doit aussi être compté parmi le frein au développement.

L'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi, nous a servi de miroir pour justifier les obstacles qui peuvent s'ériger pour bloquer cette cohabitation. La consultation des ruraux demande du temps. Lorsque des programmes doivent être exécutés selon des calendriers imposés de l'extérieur, cela aboutit forcément à une proportion d'échecs.

Il a aussi été proposé dans cette réflexion que l'Etat congolais soit la première source de financement des études effectuées sur son sol et s'il arrivait que les aides viennent de l'extérieur, que les chercheurs soient objectifs et indépendants dans la publication des résultats, sans suivre le dictat des bailleurs. Il sied aussi que la vulgarisation des résultats soit faite dans les langues nationales pour qu'un large public en ait accès et que les désidératas de la population d'étude soient pris en compte.

Toutefois, il y a espoir des voies de sortie du fait que les jeunes congolais croient actuellement en la recherche anthropologique, vu le nombre d'étudiants qui se font inscrire au Département d'Anthropologie des universités congolaises, par rapport aux années antérieures. Et un engouement est très remarquable lorsqu'un projet de développement est implanté dans des milieux ruraux, sans oublier la présence des radios locales (peu soient-elles) que certains Congolais avec l'appui des organismes internationaux implantent.

Bibliographie

- Bernard Lecompte 1985, L'aide par projet. Limites et alternatives, OCDE, Paris.
- Fresson Sylviane 1979, La participation paysanne sur les périmètres villageois d'irrigation par pompage de la zone de Matam au Sénégal, document ronéoté, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

- Giri Jacques 1983, Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ? Karthala, Paris.
- Rapport de l'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi, 2012.